



Date : 28/08/2008

## La mondialisation, un préjudice au développement humain en Afrique : l'impact des TIC<sup>1</sup>

**Juliano M Kabamba**

Senior Director; Library and Information Centre  
Central University of Technology, Free State  
Private Bag X20539  
Bloemfontein 9300  
South Africa  
Tel. +27515073141  
Fax. +27515073468  
e-mail: jkabamba@cut.ac.za

*Traduction :*

*Kilolo Bennett (Mlle)*

*Diplômée HES de spécialiste en information et documentation Genève*

[kilolo@optimix.ch](mailto:kilolo@optimix.ch)

**Meeting:**  
**Simultaneous**  
**Interpretation:**

**115 Africa**  
English, Arabic, Chinese, French, German, Russian and Spanish

---

WORLD LIBRARY AND INFORMATION CONGRESS: 74TH IFLA GENERAL CONFERENCE AND COUNCIL  
10-14 August 2008, Québec, Canada  
<http://www.ifla.org/IV/ifla74/index.htm>

---

### Introduction

Les bibliothèques en Afrique sont un produit du sous-développement du continent. Pour comprendre l'état actuel des bibliothèques en Afrique, il est important de prendre en considération les nombreuses ramifications des machinations mondiales et en particulier, l'impact de la mondialisation sur le continent Africain. Plutôt que de se concentrer sur les bibliothèques elles-mêmes, ce document tente de démontrer comment la mondialisation a réduit les perspectives de développement humain en Afrique. Ce rapport expose les inégalités issues de l'intégration de l'économie mondiale, mais se concentre également sur comment l'adoption des TIC dans les bibliothèques n'a pu contribuer de façon significative à l'amélioration de la situation de la majorité de la population en Afrique. Dans le même sens, l'introduction des TIC dans les bibliothèques n'a produit, au mieux que des demi-mesures. Dans beaucoup de cas, cela a été un flop.

### Définitions

Le terme mondialisation pourrait signifier différentes choses à différentes personnes. Il est probablement l'un des concepts les plus vivement contestés. Il pourrait être défini comme un processus d'intégration mondiale des économies et des sociétés. Le dictionnaire en ligne Merriam-Webster définit la mondialisation comme étant « le développement d'une économie globale de plus en plus intégrée, caractérisée par le libre-échange, la libre circulation des

---

<sup>1</sup> Technologies de l'information et de la communication

capitaux et des investissements sur les marchés du travail étranger ». C'est une convergence de systèmes économiques, politiques et culturels. La mondialisation peut se distinguer par un certain nombre de développements dans l'économie mondiale, y compris l'émergence d'accords internationaux d'échange, l'adoption de standards internationaux et l'élimination des droits de douane.

Les progrès technologiques comme les infrastructures de télécommunication internationale, la circulation inter-frontière de données, l'Internet, les réseaux satellitaires et la téléphonie sans fil sont aussi attribués à la mondialisation. On peut argumenter que l'intégration mondiale des marchés a été stimulée par une croissance dans le domaine des technologies de l'information et de la communication sans précédent.

Heeks (Kiplangat & Ocholla, 2005 :1) définit les TIC comme « un moyen électronique pour capturer, traiter et communiquer de l'information et classe les TIC comme comprenant : de l'information numérique sous forme de 1 et de 0 et composée de matériel informatique (hardware), des logiciels et des réseaux, des technologies intermédiaires largement basées sur des ondes semblables, telles que les ondes radios, télévisions et téléphones. » Évidemment, Internet est une composante importante des TIC.

L'impact des TIC dans la société moderne a été si intense et puissant que cela a littéralement révolutionné la communication et l'échange d'information à travers le monde. En effet, quelques chercheurs (Afullo, 2000) font référence à ce changement radical comme étant une révolution fondée sur « la convergence de la communication, de l'information et des technologies des médias. »

Le développement humain est lié à l'amélioration de la vie humaine. Cela comprend principalement, l'augmentation de la durée de vie, la baisse de la mortalité infantile et maternelle, un meilleur accès à l'eau, aux équipements sanitaires et à l'éducation, etc. Le développement humain tel que défini ci-dessus, ne dépend entièrement de la richesse d'une nation, mais également de la création de circonstances dans lesquelles une société peut créer des opportunités d'améliorer ses conditions sociales et économiques.

Le principe du développement humain (PNUD, 2007) est de créer des opportunités pour que la population puisse réaliser son plein potentiel. Alors que la richesse d'une nation peut être en lien avec l'amélioration du développement humain les inégalités de la distribution des richesses peuvent l'empêcher.

### **Le changement de pouvoir**

Les partisans de la mondialisation mettront rapidement en évidence que la prospérité accrue de l'économie mondiale est le résultat de la mondialisation. Et sans doute, la mondialisation est largement responsable de la croissance des nations économiquement puissantes. On doit toutefois souligner que la croissance de l'économie mondiale associée à la mondialisation a vu des gagnants et des perdants dans le village mondial. Avec la mondialisation, le monde a été témoin de l'augmentation des fusions et des rachats d'entreprises qui ont conduit à la formation de sociétés multinationales. Beaucoup de sociétés comme EBSCO ou OCLC et Blackwell ont vu en cette métamorphose de l'économie mondiale une opportunité d'augmenter leurs parts sur le marché international.

Le concept de mondialisation peut attirer les sous-entendus politiques et provoquer des sentiments nationalistes. Depuis le déploiement de ce phénomène, l'économie géo-politique du monde n'a plus été le même. Les frontières territoriales nationales semblent s'effriter et s'abandonner à l'« internationalisme » Utilisant les mots de Held et McGrew (Curry, 2002), la mondialisation requiert la « réarticulation des territoires internationaux, où les notions de souveraineté et de démocratie sont en train de se séparer de l'enracinement traditionnel de

la communauté nationale et des délimitations territoriales de l'État national ». Ce point de vue est partagé par Korten (Curry 2002) qui argumente que « la convergence des forces idéologiques, politiques et technologiques derrière ce processus de mondialisation économique, détourne le pouvoir des gouvernements locaux, responsables en temps normal du bien public (y compris le financement de bibliothèques), au profit d'une poignée d'entreprises et institutions financières, motivées par la quête de gains financiers à court terme. »

## **Le commerce**

Le commerce peut être considéré comme étant un des facteurs les plus importants pour nourrir la mondialisation. L'idée selon laquelle la mondialisation a permis une plus grande convergence des économies pauvres et riches ne peut être discutée, particulièrement au regard du volume de commerce impliqué. Il est aussi évident (PNUD, 2005) que la mondialisation a augmenté les parts des pays développés sur le marché industriel. Néanmoins, les obstacles structurels fondamentaux qui entravent un commerce plus équitable entre les pays développés et les pays en voie de développement restent inchangés et, dans certains cas, le fossé continue de s'agrandir.

Dans tous les cas, alors que le commerce offre des opportunités d'améliorer le niveau de vie de la population, une plus grande participation au commerce ne se traduit pas forcément par une accélération du développement humain.

Le rapport du PNUD note qu'en dépit du boom de l'économie mondiale, l'Afrique subsaharienne est en train de devenir « de plus en plus marginalisée. » La région « avec ses 689 millions d'habitants représente une plus petite part des exportations mondiales que la Belgique et ses 10 millions d'habitants. »

Les restrictions imposées au pays en développement pour pénétrer le marché mondial sont au cœur du commerce inéquitable. Le rapport du PNUD rapporte que « les barrières commerciales les plus élevées sont érigées contre quelques-uns des pays les plus pauvres : les barrières commerciales des pays en développement qui exportent vers les pays riches, sont trois fois plus élevées que celles qui régissent les pays riches exportant les uns vers les autres. » Selon le rapport du PNUD trois quarts de la population mondiale de zone rurale survit avec 1\$ par jour. Leur chance d'émerger de la pauvreté dépend largement du commerce agricole et des règles régissant de telles transactions mondiales. Toutefois, les subventions aux communautés agricoles des pays riches, continuent d'asphyxier les opportunités de développement agricole dans les pays en développement et les subventions sont censées être en augmentation (PNUD, 2005). En Afrique, comme dans la plupart des pays en développement, la pauvreté est accentuée dans les zones rurales, où plus de 70% des pauvres vivent (International Fund for Agricultural Development, 2008). Le gagne-pain de cette population est l'agriculture, pourtant l'assistance au développement, fil conducteur de beaucoup d'habitants des zones rurales d'Afrique, est rapportée être en réduction (IFAD, 2008).

À cause de la mondialisation, les indices de pauvreté augmentent en Afrique subsaharienne. Comme le suggère le rapport sur l'Afrique de IFAD (2008) « Dans l'ensemble, la vitesse de réduction de la pauvreté dans la majorité de l'Afrique ralentit depuis 1970. »

## **Les inégalités**

Il est généralement admis que l'Inde et la Chine connaissent une croissance économique parmi les plus rapides du monde. Ces pays sont en fait largement cités comme étant des expériences réussies de la mondialisation. Il existe toutefois de grandes disparités entre la richesse créée et l'indice de développement humain de l'Inde et de la Chine. Les

exportations technologiques indiennes sont d'ailleurs ce qui fait fonctionner l'économie indienne. Le Premier Ministre indien a été le premier à admettre que pendant que l'intégration mondiale de l'économie indienne changeait la face de l'économie indienne, les améliorations réelles de développement humain n'étaient pas proportionnelles au boom économique (PNUD, 2005). Par exemple, de précédentes réussites en matière de mortalité juvénile et infantile étaient en baisse et le pays n'était plus en lice pour atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement.

Les villes du sud de l'Inde sont parmi les régions ayant bénéficié du boom technologique. Ironiquement, « 1 enfant sur 11 meurt dans les cinq premières années de sa vie, faute d'interventions peu coûteuses et peu techniques. La malnutrition, qui a très peu diminué au cours de la dernière décennie, affecte la moitié des enfants du pays (PNUD, 2005). »

L'essentiel ici est que la mondialisation a clairement contribué au progrès économique, particulièrement dans les pays développés, mais également dans un certain nombre de pays du monde en voie de développement. Le point crucial est que les inégalités, profondément enracinées dans la distribution des retombées économiques entre nations et au sein des pays, posent de sérieuses questions sur la relation entre le boom économique mondial et l'atténuation de la pauvreté.

L'Afrique n'a aucune raison de célébrer. La mondialisation réclamera la responsabilité de la classe moyenne émergente dans de nombreux pays en développement, mais la majorité des populations ont été mises à l'écart. Il est également évident que « les inégalités de revenu augmentent dans les pays qui comptent pour plus de 80 % de la population mondiale. L'inégalité dans cette mesure est importante en raison du lien entre les modèles de distribution et les niveaux de pauvreté (PNUD, 2005). »

Le plus admirable de la mondialisation est que « les 19 pays ayant les indices de développement humain (IDH) les plus bas se trouvent en Afrique subsaharienne (UNESCO, 2003). » Même les gains de développement humain remarquables dans les pays en voie de développement en 1990 semblent s'évaporer. Comme le note le PNUD (2005) « en 2003, 18 pays d'une population combinée de 460 millions d'habitants ont enregistré des résultats inférieurs à l'indice de développement humain (IDH) de 1990, une inversion sans précédent. » Dans la région de la SADC<sup>2</sup>, il a été observé qu'« entre 1985 et 1990, la valeur de l'indice de développement humain a augmenté dans la plupart des pays membres, mais a diminué entre 1990 et 1994 (PNUD, 2000). »

Le rapport de l'IFAD de 2000 dépeint une vision sombre avec des opportunités en diminution et un sentiment grandissant de désespoir en Afrique. Il souligne que « le taux de pauvreté en Afrique subsaharienne augmente plus rapidement que la population. Dans l'ensemble, la vitesse de réduction de la pauvreté dans la plupart des pays d'Afrique a ralenti depuis les années 1970. » Dans les zones rurales, la situation est déprimante et désespérante. Elle est « marquée par la stagnation économique, une faible production, de bas revenus et l'augmentation de la vulnérabilité des personnes pauvres (IFAD, 2008). »

### **Les TIC et le développement humain**

Il y a beaucoup d'euphorie autour des TIC et comment elles sont en train de changer l'ordre mondial. Cette excitation s'accompagne de la fausse idée, répandue en Afrique et ailleurs, que des avantages considérables s'accumuleront avec l'adoption et la diffusion des TIC (Harris in Kwake, Ocholla et Adigun, 2006:109). On dit que nous vivons dans l'ère de la société de l'information. Dans l'ère de la société d'information, l'information joue un rôle

---

<sup>2</sup> Southern Africa an Development Community - La Communauté de développement d'Afrique australe. *NdT*

crucial dans la vie quotidienne et la technologie est devenue un mode courant pour le stockage, le traitement et le partage d'informations et de connaissances. Cela peut se révéler vrai pour de nombreuses sociétés, mais ce serait une exagération éhontée de suggérer que l'Afrique participe à l'autoroute de l'information mondiale.

Il n'y a aucun doute. Les TIC ont été et continuent d'être la colonne vertébrale de la mondialisation. Cependant, l'hypothèse que la prospérité économique et le développement humain résulteront de la diffusion des TIC en Afrique doit être examinée plus en détail. Des études économétriques menées par Kenny, et al. (Adeya, 2002) valident la relation de cause à effet entre les avancées technologiques et la croissance économique. Toutefois, il a aussi été observé que « la plupart des preuves sont apportées par les hauts retours sur les investissements dans le secteur des télécommunications. » D'autres diront (Adeya, 2002) qu'il est difficile d'établir un lien de cause à effet, puisque les télécommunications peuvent être la cause, mais peuvent aussi être une conséquence de la croissance économique.

Les théoriciens en technologie voient les avances technologiques en terme d'accroissement et présupposent que la technologie a transformé le monde (Albright 2005). Ils ne réussissent toutefois, pas à démontrer comment les technologies ont eu un impact sur la qualité de vies ordinaires, et sont silencieux quant aux inégalités grandissantes qui continuent de conduire les pauvres à la strangulation sociale et économique perpétuelle. Dans certaines circonstances, une augmentation numérique de l'utilisation des téléphones mobiles, de la radio ou de la télévision peut aider à améliorer la capacité de la population à communiquer de manière plus efficace et de manière plus efficiente, mais il n'en résulte pas forcément des gains dans l'indice de développement humain (Albright, 2005).

### **L'accès aux TIC**

La fracture numérique entre les pays d'Afrique et les pays développés est si profonde que nous ne pouvons pas sincèrement parler d'un village numérique mondial. Nous sommes un monde, mais vivons éloignés les uns des autres.

En Afrique subsaharienne la fracture numérique se manifeste sous différentes formes. Jensen (Kebende 2004 :274) note par exemple que dans cette région il y a 1 utilisateur d'Internet sur 250-400 personnes. La moyenne mondiale se maintient à 1 personne sur 15, tandis qu'aux États-Unis et en Europe la moyenne est de 1 personne sur 2. De même qu'en Afrique subsaharienne il y a 8 ordinateurs pour 1 000 personnes. La moyenne mondiale est de 68 ordinateurs pour 1 000 personnes et dans les pays du G8 il y a 360 ordinateurs pour 1 000 personnes.

L'augmentation de l'utilisation des nouvelles technologies, notamment des téléphones mobiles et Internet a été spectaculaire dans les dernières années. Citant le travail de Hapkin, Maele (2003) se réfère à la croissance exponentielle du nombre d'utilisateurs d'Internet. Il écrit « alors qu'en 1995 il y avait seulement 3 000 utilisateurs d'Internet sur le continent et qu'en 1996, 5 pays possédaient une connexion à temps plein, au début de l'année 2001 tous les pays africains avaient une connexion Internet et le nombre d'utilisateurs était estimé à 3,11 millions. » Toutefois, la vérité est que, ces chiffres, aussi impressionnants soient-ils, ne représentent qu'un pourcent des utilisateurs mondiaux et seulement moins de un pourcent de la population de l'Afrique subsaharienne a été en ligne (Mutula, 2004, faisant référence à un document de l'ONU).

D'autres preuves qui tendent à démontrer que l'Afrique subsaharienne a dévié de l'autoroute de l'information sont dans un rapport de l'UNESCO (2003) où il es écrit que « pour 100 personnes il y a 17 radios, comparés à la moyenne mondiale de 36 ; 3,5 télévisions contre 23 ; et 0,3 ordinateurs versus la moyenne mondiale de 4,4. » Des données plus récentes (World Internet Statistics, 2008) notent qu'entre 2000 et 2007 le nombre d'utilisateurs

d'Internet en Afrique s'est accru de 882,7 %. Nul besoin de mentionner que l'Afrique, en comparaison avec le reste du monde, est loin par rapport au taux de pénétration de l'Internet. En décembre 2007, le taux d'utilisation de l'Internet s'élevait à 3,4 % en Afrique. Comme le remarque Schloman (2004) il y a plus d'utilisateurs d'Internet à New York que sur tout le continent africain. En encore, l'Afrique est supposée être sur la voie rapide de l'autoroute de l'information.

### **Au-delà de l'accès**

Il existe beaucoup d'obstacles face à l'utilisation des TIC en Afrique. Malgré des « supers statistiques » quant à l'augmentation du nombre d'utilisateurs d'Internet, les connexions restent virtuellement exclusives aux zones urbaines. Cela signifie premièrement que, la majorité de la population africaine, qui vit en zone rurale, n'a pas accès à Internet et n'a aucune garantie que cela se passe dans un avenir rapproché. Comme Alden le dit (2004) « Dans tous les pays de l'Afrique subsaharienne l'accès aux médias est un phénomène largement urbain. Bien que les journaux et les cafés Internet soient coûteux, ils sont disponibles dans toutes les capitales africaines, dans les zones rurales par contre, où il est souvent difficile d'avoir accès à des soins et une éducation de base, un journal est souvent un luxe et Internet est un rêve lointain ».

Pour beaucoup de personnes des zones urbaines africaines, l'accès à Internet est inabordable. Le coût d'Internet en Afrique peut être 5 à 10 fois plus élevé qu'en Europe ou qu'aux États-Unis (UNESCO, 2003). C'est partiellement pour cette raison qu'une des applications la plus répandue est la communication par courriel. Naviguer sur le Web, n'est pas seulement cher, mais peut aussi s'avérer peu fiable en raison des coupures de courants imprévisibles et des faibles infrastructures technologiques (Marker, Mcnamara & Wallace, 2002).

La pertinence du contenu du Web par rapport au contexte africain est un autre facteur. Il y a très peu d'informations de portée locale qui pourraient se référer aux conditions matérielles des populations pauvres des zones rurales africaines. Ce qui est disponible sur le Web est largement créé hors d'Afrique. En 2002 par exemple, « le contenu créé en Afrique comptait pour moins de 0,05 % du contenu global du Web (Taylor, 2002 :238). »

Un autre indicateur de la faible production de contenu local est la production éditoriale. Sopova (Mutula, 2003 :280) écrit que « des 900 000 publications estimées chaque année dans le monde, seul 1,5 % est publié en Afrique. » À moins qu'il y ait un mouvement massif pour augmenter substantiellement la présence de contenu local sur Internet, le Web restera hors propos pour le 70 % de la population rurale vivant en Afrique, pour de nombreuses années à venir.

Le défi imposé par le manque de contenu local, s'accompagne du taux élevé d'analphabétisme et de la barrière de langue. Avoir accès à l'Internet est une chose, en faire bon usage en est une autre. Pour naviguer efficacement sur le Web ou pour communiquer par courriel, un certain niveau d'alphabétisation et la maîtrise de la langue sont nécessaires, et ces compétences ne sont pas abondantes en Afrique (Marker, Mcnamara & Wallace, 2002). De plus, 70 % des sites Web sont de langue anglaise (Schloman, 2004). L'Afrique est une des régions du monde où le taux d'analphabétisation est élevé. Selon l'UNESCO (2003) « le taux d'analphabétisation chez les adultes d'Afrique subsaharienne est de 41 % et environ 40 millions d'enfants, sur un total de plus de 100 millions ne vont pas à l'école. » L'observation, peut-être encore plus inquiétante, faite par l'UNESCO, est qu'il n'y a aucune indication pour suggérer que des améliorations sont à venir (UNESCO, 2002).

La vaste utilisation de l'anglais dans les écoles et les institutions de degré supérieur n'aide pas au développement de contenu dans les langues indigènes. Au lieu de cela, l'Afrique

dépend de matériel d'études importé d'autres pays. Les livres importés s'accompagnent d'un système de valeurs et d'une culture et contribuent à l'aliénation de l'Afrique (Mutula, 2004).

La langue anglaise, avec toute l'influence et la dominance qu'elle a dans l'entrepôt de connaissance et d'information, peut être fatale à l'acquisition du langage et aux performances scolaires durant la petite enfance. Des études menées au Burkina Faso démontrent que les enfants qui ont commencé leur scolarité dans leur langue maternelle ont fait de meilleures performances scolaires que leurs homologues suivant leur scolarité dans des établissements primaires normaux. Le IK Notes (1999 :2) ajoute à cela que « l'expérience et la recherche ont largement démontré que les enfants débutant l'école dans leur langue maternelle ou dans une langue déjà bien connue, ont de meilleures chances de succès – y compris des succès dans l'apprentissage d'une deuxième langue de communication écrite comme l'anglais ou le français, que ceux qui sont forcés à assimiler une langue complètement étrangère. »

Pour bien comprendre les défis de la diffusion de la technologie en Afrique il est aussi important d'être sensible aux moyens traditionnels de communication de l'information. Les réseaux informels sont les modes dominants de transferts de l'information. La population pauvre des zones rurales compte sur des informations auxquelles elle peut faire confiance. L'information obtenue auprès d'un chef de communauté, un ami ou membre de sa famille sera jugée plus fiable qu'une source obtenue par le biais d'un média issu des technologies de l'information et de la communication, qui manquera de touche personnelle « de confiance et de sécurité » (Marker, Mcnamara & Wallace, 2002).

### **Les limites**

Ayant mis en évidence quelques unes des difficultés de l'utilisation ou la diffusion des TIC, en Afrique, il faut insister sur le grand potentiel des TIC à répondre à quelques besoins pertinents de la population rurale dans des domaines clés du développement comme la santé, l'expansion agricole, l'éducation, les meilleurs engagements avec les gouvernements et les autres parties prenantes. Et peut-être encore plus important, le fait que les TIC peuvent être des outils puissants de responsabilisation sociale, politique et économique. Beaucoup de pays africains se sont décidés à exploiter les bénéfices des TIC. Et en effet, il y a des réussites dans bon nombre de pays. Kwake, Ocholla & Adigun (2005 :109) relèvent diverses initiatives et des résultats prometteurs dans de nombreux pays incluant le Nigeria, le Mozambique, le Rwanda et le Botswana. Il est intéressant d'observer que dans plusieurs projets de développement rural, l'utilisation des technologies traditionnelles (radio et TV) était très élevée. Par exemple, « l'utilisation de la radio seule fait une moyenne de 73,4 % alors que l'utilisation de la télévision atteignait une moyenne de 39,2 % » (Kwake, Ocholla & Adigun, 2005 :114).

Une ruée vers l'or des nouvelles technologies n'est pas recommandée en Afrique. La vision romantique qui dépeint les pays en voie de développement comme ayant reçu une « fenêtre d'opportunités » permettant de passer à la technologie « zéro » ou « limitée » à la technologie « sophistiquée » et généralisée devrait être analysée plus en profondeur. Pigato (2001) fait référence à de nombreuses études qui affirment que « l'information interne, issue des connaissances acquises durant les heures supplémentaires, représente le facteur le plus significatif permettant de mesurer la capacité d'une entreprise à s'adapter et à s'habituer à un nouvel environnement de marché technologique. » Une stratégie « saute-mouton » ne laisse pas suffisamment de temps pour la compréhension, l'assimilation, l'adaptation et l'enseignement, processus importants pour optimiser l'utilisation des technologies.

Dans le même esprit, réduire la fracture numérique ne peut pas être une stratégie de développement viable pour l'Afrique. La volonté de réduire la fracture numérique n'est pas seulement une idée réaliste pour l'Afrique, mais cela peut en fait, fragiliser les efforts entrepris pour réduire la pauvreté. Dans les termes de Marker, Mcnamara & Wallace (2002),

« l'effort pour réduire la fracture numérique et augmenter l'accès aux TIC, à moins de s'approprier ou de se subordonner à une stratégie plus large pour combattre la pauvreté, risque de détourner l'attention et les ressources en s'adressant aux causes sous-jacentes de la pauvreté. » Ce point de vue est similaire à la déclaration que « les TIC doivent se concentrer sur les bénéfiques stratégiques dans les domaines où des investissements complémentaires ont déjà été placés. » Là où qu'il n'y a pas d'équivalent dans les priorités pour diminuer la pauvreté et une technologie donnée, il n'y a aucune raison d'investir dans les technologies de l'information et de la communication.

Il semble évident qu'en Afrique, il y a un besoin pour plus de recherche afin d'explorer des méthodes innovantes permettant d'appliquer les nouvelles technologies dans des conditions locales, qui peuvent varier d'une région à une autre. La contrainte des ressources peut toutefois représenter une limite, spécialement lorsqu'on considère qu'il y a beaucoup de concurrence dans l'approvisionnement des nécessités de base comme l'accès à l'eau, la nourriture, le logement, la santé et l'éducation. Il n'est donc pas étonnant que les investissements africains dans la recherche scientifique et dans les technologies sont estimés à 0,01 % du PIB (UNESCO, 2003). Cela contraste fortement avec le « 2 % ou plus des pays développés ayant des PIB plus élevés » (UNESCO, 2003). L'engagement des gouvernements avec des partenaires de développement ou des entités privées pourrait offrir de possibles solutions.

Est-ce que les TIC sont une solution pour diminuer la pauvreté en Afrique ? Les obstacles au développement humain ne sont pas un mystère pour l'Afrique. Les problèmes courants et les tendances sont bien connus des gouvernements africains et bien documentés dans la littérature. Heeks (Adeya, 2003) figure parmi les personnes sceptiques quant au rôle des TIC dans le développement rural. Il argumente que les besoins de la population pauvre sont « les connaissances pour atteindre, évaluer et appliquer l'information existante et qu'elle a plus besoin de ressources pour passer à l'action que d'un accès aux nouvelles technologies. » Il soutient que la population pauvre cherche de l'information « de contexte local » et n'est pas ou peu intéressée par l'information provenant d'un contexte étranger.

### **Les bibliothèques**

Les bibliothèques, en particulier les bibliothèques publiques, sont un microcosme de produits issus de la mondialisation. L'histoire des bibliothèques en Afrique est enracinée dans le colonialisme. Le fondement philosophique des bibliothèques en Afrique, leur organisation et leurs habitudes ont été influencés par les modèles anglo-américains (Hart, 2007). Pourtant, récemment l'impact de la mondialisation s'est accentué dans la modélisation de la nature des services de bibliothèques.

Beaucoup de bibliothécaires de l'Afrique indépendante ont été formés outre-mer (Kabamba, 2008 :6). Bien que les études suivies étaient appropriées aux pays hôtes, elles n'étaient pas particulièrement adaptées à l'Afrique (Mostert, 2001). La même chose pourrait être dit à propos des programmes des écoles de bibliothécaires ayant vu le jour dans l'Afrique indépendante. Elles ont, pour l'essentiel, été calquées sur des modèles importés et étaient peu sensibles aux conditions sociales et économiques qui prévalaient en Afrique (Issak, 2000).

De plus, Kabamba postule que les services offerts par les bibliothèques répondent à peine aux besoins en information au quotidien du peuple africain. Constituées principalement de sources importées, les bibliothèques répondent, dans le meilleur des cas, aux attentes du peu d'africains instruits. Cela a eu pour résultat que les besoins en information de la vaste majorité des personnes, peu ou pas instruites, n'étaient pas comblés (Alemna, 1995).

Les bibliothèques n'ont pas été épargnées par la pauvreté croissante qui ravage le continent.



Les bibliothèques publiques ont été celles les plus touchées. Elles se caractérisent maintenant par des manques de personnel qualifié, des coupes budgétaires et des bâtiments peu entretenus. Les bibliothèques sont aujourd'hui confrontées à d'autres défis. Les dons, qui remplissent les étagères des bibliothèques publiques, ne correspondent pas toujours aux désirs de lecture de la communauté de la bibliothèque

Est-ce que les bibliothèques sont faites pour servir les intérêts de la communauté ? Est-ce que le manque de ressources est vraiment la problématique de base ? Kabamba (2008 :10) suggère que la base philosophique des bibliothèques publiques pourrait être le facteur sous-jacent. Les bibliothèques publiques en Afrique se sont réjouies du concept mondial considérant les bibliothèques publiques comme étant un « bien public ». Le principe de « bien public » exige des bibliothèques qu'elle ouvre ses portes à tous « sur une base égale, sans préjugés de race, de genre, de religion, d'éducation, de sexe ou de statut social (Kabamba, 2008 :4). » Alors que ces principes sont généralement admis comme étant démocratiques et inclusifs, ils ne rendent pas de compte de la viabilité de cette approche étant donné les différences politiques, culturelles et économiques entre les pays et à l'intérieur des frontières nationales. Les besoins et aspirations en information des personnes varient entre les pays développés et les pays pauvres, les zones urbaines et rurales, etc. En ce qui concerne l'approche monoculturelle des services de bibliothèques publiques, il me semble que c'est une tentative d'imiter les services offerts dans l'hémisphère nord, et cela a pour résultat d'aliéner les bibliothèques des organismes qui les financent et des communautés qu'elles sont censées servir.

Dans le même esprit, en pensant globalement et en agissant globalement les bibliothèques publiques ont choisi de suivre les standards internationaux (anglo-américains), même lorsque les circonstances démontrent clairement le besoin de solutions alternatives. Dans son rapport, Kabamba (2008) fait référence à l'organisation des bibliothèques en compartiments, qui dans une large mesure, sont mieux compris par les bibliothécaires eux-mêmes. Il est également critique vis-à-vis du traitement et de l'organisation complexe de la documentation, alors qu'un arrangement plus simple, mais plus approprié pourrait être plus accommodant pour les clients, particulièrement pour les usagers de bibliothèques les moins sophistiqués. La disposition élitiste et bureaucratique des bibliothèques publiques n'aide pas à créer une atmosphère plus flexible, moins autoritaire et plus tolérante.

### **Utilisation des TIC**

Les TIC ont aussi pénétré les bibliothèques africaines. Les résultats ne sont pas si formidables. L'enquête de Rosenberg (2005) sur le statut des bibliothèques universitaires, qui se concentrent sur la numérisation, fait un triste constat.

L'étude, qui exclut l'Afrique du Sud, note que les projets d'informatisation des bibliothèques ont débuté au début des années 1990, mais que la majorité de ceux-ci n'ont pas abouti. Le rapport observe que beaucoup de bibliothèques ont d'abord informatisé les fonctions du catalogue, en revanche elles ont non seulement échoué à terminer la tâche, mais ont aussi été incapables de mener d'autres procédures.

Beaucoup d'ordinateurs se sont révélés être fonctionnels, mais avaient une faible connexion Internet. Rosenberg (2005 :7) écrit que « seulement 35 % des bibliothèques possèdent 75 % ou plus de leurs ordinateurs connectés à Internet, alors que 15 % ne sont pas connectés du tout. » Environ la moitié des bibliothèques, ayant répondu à la question sur le type de connexion, a indiqué que la connexion (bas débit) était soit faible, soit très faible.

Le rapport observe qu'un large choix de ressources électroniques était disponible dans beaucoup de bibliothèques. Il est inquiétant de constater que peu de bibliothèques avaient

les moyens de poursuivre les abonnements. La plupart d'entre elles avait accès à ces ressources grâce au soutien des donateurs ou bénéficiait d'accès gratuit. Peu de progrès a été noté en matière de numérisation de contenu local. Avec les mots de Rosenberg (2006 :10) « la numérisation des textes intégraux et l'utilisation des infrarouges sont des phénomènes encore moins communs. »

Les bibliothèques publiques sont probablement les plus mal loties. Une autre étude sur l'utilisation des TIC dans les bibliothèques publiques en Afrique anglophone a été conduite sous les auspices du Réseau international pour la disponibilité des publications scientifiques - *The International Network for Availability of Scientific Publications (INASP)*. Le rapport était catégorique quant à la rareté des processus d'informatisation des bibliothèques, hormis en Afrique du Sud. Parmi les bibliothèques qui ont été informatisées, l'utilisation d'Internet était limitée à la communication par courriel. Toutefois, « presque aucune bibliothèque ne fournit de service d'information aux utilisateurs par Internet; les technologies de l'information et de la communication ne sont donc pas utilisées directement au bénéfice de la communauté d'utilisateurs (Chisenga, 2004 :V). »

Telle est la donne quant aux profits issus des TIC dans les bibliothèques en Afrique. Le plein potentiel des TIC n'a clairement pas été atteint. Ce qui est peut-être encore plus troublant pour le personnel des bibliothèques et pour les utilisateurs est qu'il n'est pas rare qu'il y ait beaucoup de publicité et de contentement autour des projets incluant les TIC. De grandes attentes voient le jour et lorsqu'un tel projet échoue cela peut être tellement démotivant et frustrant que la population perd confiance en la capacité des bibliothèques à répondre à leurs besoins en information.

## **Conclusion**

Il y a de nombreuses problématiques qui doivent être résolues afin de maîtriser les TIC en Afrique. S'ajoutent aux problématiques présentées dans ce document les inquiétudes quant aux stratégies nationales en matière de nouvelles technologies de l'information et de la communication, de libéralisation des télécommunications, de création d'environnements facilitant la réglementation, de développements des infrastructures quant à la distribution inégale de la technologie, par exemple. Il semblerait que la diffusion des TIC en Afrique, particulièrement parmi la population rurale pauvre, va sans doute être problématique, à moins qu'elle ne se situe et qu'elle s'intègre au contexte socio-économique des communautés individuellement.

Au niveau des bibliothèques, la mondialisation a réellement créé des opportunités pour la collaboration et l'échange de compétences et d'expériences de par le monde. Les consortiums, les échanges de personnels, les visites et projets de recherche, les visites de groupes de travail et les conférences internationales sont des exemples de coopération qui ont aidé les professionnels des bibliothèques à apprendre des expériences venues d'ailleurs et améliorer les pratiques en bibliothèque en Afrique.

Néanmoins, sur le front des TIC, l'Afrique doit maintenant bondir sur le plein potentiel des technologies modernes. Alors que l'aide au développement et le soutien des donateurs ont participé au démarrage de l'adoption et de la diffusion des TIC dans les bibliothèques l'Afrique a manqué de capacité à créer une dynamique. Les problèmes de durabilité ont peut-être joué un grand rôle, mais il pourrait s'avérer utile d'étudier à quel point l'ampleur des éléments culturels ainsi que les liens manquants dans les changements des équipes dirigeantes y a contribué. Un autre défi qui ne semble pas recevoir beaucoup d'attention est de connaître dans quelle mesure les tentatives futiles d'adopter les TIC réduisent la capacité des bibliothèques à conserver la main d'œuvre, les infrastructures et les ressources limitées qui permettent d'acquérir le matériel imprimé et les équipements de reprographie grandement nécessaires.

## Références

Adeya, C. 2002. ICTs and poverty; a literature review.

[http://www.hec.unil.ch/aosterwa/Documents/eDev/IdPVD\\_Seminaire\\_03\\_04/Adeya\\_2002.doc](http://www.hec.unil.ch/aosterwa/Documents/eDev/IdPVD_Seminaire_03_04/Adeya_2002.doc)

(Consulté le 1<sup>er</sup> mai 2008)

Afullo, T. 200. Global information and Africa.

<http://proquest.umi.com/pqdweb?index=36&sid=7&srchmode=1&vinst=PROD&fmt=3&startpage=1&clientid=57125&vname=PQD&RQT=309&did=115921658&scaling=FULL&ts=1209048202&vtype=PQD&rqt=309&TS=1209048730&clientId=57125&cc=1&TS=1209048730>

(Consulté le 24 mars 2008)

Alden, C. 2004. For most Africans, internet access is little more than a pipe dream.

<http://www.ojr.org/ojr/workplace/1079109268.php>

(Consulté le 28 mars 2008)

Alli, B. 1995. The health effects of unemployment in Africa. Available.

<http://www.aidc.org.za/?q=node/view/627>

(Consulté le 28 mars 2008)

Chisenga, J. 2000. Global information and libraries in sub-Saharan Africa.

<http://proquest.umi.com/pqdweb?index=34&did=115921685&SrchMode=1&sid=7&Fmt=3&VInst=PROD&VType=PQD&RQT=309&VName=PQD&TS=120904822&clientId=57125>

(Consulté le 24 mars 2008)

Curry, A. & Thiessen, K. 2002. Library Aid to developing countries in Times of Globalization: A literature review.

[http://www.chrisdaydesign.com/worldlib/vol12no2/print/curry\\_print.html](http://www.chrisdaydesign.com/worldlib/vol12no2/print/curry_print.html)

(Consulté le 24 mars 2008)

IFAD. 2008. Rural poverty in Africa. Available.

<http://www.ruralpovertyportal.org/english/regions/africa/index.htm>

(Consulté le 28 mars 2008).

Internet World Statistics. 2008. Usage and population statistics.

<http://www.internetworldstats.com/af/za.htm>

(Consulté le 28 mars 2008)

Internet World Statistics. 2007. South Africa Internet usage, population, broadband and market report.

<http://www.internetworldstats.com/af/za.htm>

(Consulté le 28 mars 2008)

Jain, P. 2006. Empowering Africa's development using...

<http://proquest.umi.com/pqdweb?index=1&did=1022831471&SrchMode=5&Fmt=4&retrieveGroup=0&VInst=PROD&VType=PQD&RQT=309&VName=PQD&TS=1203949445&clientId=57125>

(Consulté le 24 mars 2008)

Kabamba, J. 2008. Libraries re-loaded in service of the marginalized. Paper prepared for the XVIII Standing Conference of Eastern, Central and Southern Africa Library and Information Associations (SCECSAL). 15-18, July 2008, Lusaka, Zambia.

Kawooya, D. 2004. "Universal access to ICT and lifelong learning."

<http://proquest.umi.com/pqdweb?index=1&did=783638811&SrchMode=5&Fmt=3&retrieveGr>

oup=0&VInst=PROD&VType=PQD&RQT=309&VName=PQD&TS=1203949445&clientId=57125

(Consulté le 24 mars 2008).

Kiplang'at, J. and Ocholla, D. 2005. Diffusion of Information and Communication Technologies in communication of agricultural information among agricultural researchers and extension workers in Kenya. South African Journal of Library and Information Science, 71(3):234-246.

Kwake, A., Ocholla, D. & Adigun, M. 2006. The feasibility of ICT diffusion and use amongst rural women in South Africa. South African Journal of Library and Information Science, 72(2):108-118.

Lor, P. 2004. Storehouse.

[http://www.journals.co.za/images/ejour/linga/linga\\_v3\\_n1\\_a5.pdf](http://www.journals.co.za/images/ejour/linga/linga_v3_n1_a5.pdf)

(Consulté le 24 mars 2008)

Maele, V. 2003. Africa in the digital Age.

<http://web.ebscohost.com/ehost/pdf?vid=2&hid=5&sid=c4d05bbd-e33b-4620-a2b7-ccd431cc76a6%40sessionmgr103>

(Consulté le 24 mars 2008)

Marker, P. Mcnamara, K & Wallace, L. 2002. The significance of information and communication technologies for reducing poverty. Available.

[http://www.oecd.org/dac/ictcd/docs/matrixdocs/GBR\\_paper1.pdf](http://www.oecd.org/dac/ictcd/docs/matrixdocs/GBR_paper1.pdf)

(Consulté le 1<sup>er</sup> mai 2008)

Merriam-Webster's Online dictionary.

<http://www.merriam-webster.com/dictionary/globalization>

(Consulté le 7 mai 2008)

Pigato, A. 2001. Information and communication technology, poverty, and development in sub Sahara Africa and South Asia. Africa Regional Working Paper Series no. 20.

<http://www.worldbank.org/afr/wps/wp20.pdf>

(Consulté le 1<sup>er</sup> mai 2008)

Schloman, B. 2004. The digital divide: How wide and how deep.

<http://web.ebscohost.com/ehost/delivery?vid=4&hid=3&sid=77b3fa3f-e3b6-4df9-a9c3-b8f7c3bc4287%40sessionmgr106>

(Consulté le 24 mars 2008)

Sign, J. 1999. South Asia in the global electronic village: Issues and implications. Paper presented at the 65th IFLA Council and General Conference. Bangkok, Thailand, August 20-August 28 1999.

[http://www.eric.ed.gov/ERICDocs/data/ericdocs2sql/content\\_storage\\_01/0000019b/80/16/3a/17.pdf](http://www.eric.ed.gov/ERICDocs/data/ericdocs2sql/content_storage_01/0000019b/80/16/3a/17.pdf)

(Consulté le 25 mars 2008)

UNDP. 2000. SADC regional human development report 2000: Challenges and opportunities for regional integration.

[http://hdr.undp.org/en/reports/regionalreports/africa/sadc\\_2000\\_en.pdf](http://hdr.undp.org/en/reports/regionalreports/africa/sadc_2000_en.pdf)

(Consulté le 29 mars 2008)

UNDP. 2005. Summary human development report 2005: International cooperation at a crossroad, aid, trade and security in an unequal world.  
[http://hdr.undp.org/en/media/hdr05\\_summary.pdf](http://hdr.undp.org/en/media/hdr05_summary.pdf)  
(Consulté le 29 mars 2008)

UNDP. 2007. Human development reports: Human development concept.  
<http://hdr.undp.org/en/humandev/>  
(Consulté le 14 March 2008)

UNESCO. 2003. UNESCO organizes seminar: UNESCO and NEPAD, from vision to action.  
[http://portal.unesco.org/education/en/ev.php-URL\\_ID=14481&URL\\_DO=DO\\_TOPIC&URL\\_SECTION=201.html](http://portal.unesco.org/education/en/ev.php-URL_ID=14481&URL_DO=DO_TOPIC&URL_SECTION=201.html)  
(Consulté le 28 mars 2008)

UNESCO. 2002. The long road to literacy in Africa: UNESCO education.  
[http://portal.unesco.org/education/en/ev.php-URL\\_ID=8516&URL\\_DO=DO\\_TOPIC&URL\\_SECTION=201.html](http://portal.unesco.org/education/en/ev.php-URL_ID=8516&URL_DO=DO_TOPIC&URL_SECTION=201.html)  
(Consulté le 05 mai 2008)